

12.06.2024

## **Déclaration de l'EMB post-élections européennes**

### **Des prix justes - un revenu juste : le nouveau Parlement doit mettre un terme à l'exclusion sociale et économique des agriculteurs**

Les citoyens européens ont élu un nouveau Parlement et ce n'est pas comme si leur message disait « tout va bien, continuez comme ça ». Cette élection a montré que la politique doit enfin se faire avec les citoyens. Dans l'agriculture aussi, les stratégies politiques doivent être définies avec les gens qui travaillent et qui agissent dans et sur le secteur. Car depuis de nombreuses années déjà, les agriculteurs se sentent mis à l'écart et exclus sur le plan social et économique.

Avant-même les élections, les manifestations des agricultrices et agriculteurs des derniers mois ont montré qu'ils sont un pilier important de l'UE et qu'il ne faut pas faire sans eux. Si de nouvelles stratégies doivent être élaborées, celles-ci doivent prendre en compte et intégrer les conditions de vie et de travail des agricultrices et agriculteurs. La création de prix équitables et d'un revenu équitable sont ainsi LA condition fondamentale pour le secteur agricole. L'équité et la rentabilité sont les seuls moyens de s'assurer que les producteurs et productrices agricoles produisent de manière stable et suffisante tout comme l'équité et la rentabilité sont le seul moyen de garantir qu'ils ne continuent pas à être marginalisés sur le plan social et économique.

### **Mission du Parlement et de la Commission : créer une nouvelle politique agricole et économique vitale**

L'European Milk Board asbl veille en tant que défenseur des éleveuses et éleveurs laitiers en Europe à ce que les informations, les suggestions et les demandes pertinentes émanant du secteur soient transmises aux responsables politiques. Pour parvenir à la stabilité et à l'équité dans le secteur agricole, le nouveau Parlement et une nouvelle Commission ont une mission très importante à remplir : ils doivent faire avancer la politique agricole et commerciale. Voici quelques-unes des priorités de ces politiques :

- Etablir un cadre de marché adapté dans le secteur agricole, à cette fin, il faut :
  - un instrument de crise à *déclenchement automatique* tel que la renonciation volontaire aux livraisons (selon le modèle du [programme de responsabilisation face au marché](#))
  - des clauses contractuelles efficaces au niveau européen, pas d'exception pour les coopératives
  - une [réglementation européenne](#) qui entérine l'obligation que les prix de vente des agriculteurs soient supérieurs à leurs coûts de production (coûts totaux de production incluant un revenu adapté)
  - des clauses miroirs pour les importateurs
- Générer un revenu adapté à partir du marché plutôt que des déficits chroniques et des dépenses aux subventions – le [Lait équitable](#) en est un exemple
- Quitter le cap d'une orientation aveugle sur l'exportation pour se diriger vers une production interne stable
- Sortir l'agriculture de l'accord de libre-échange

Grâce à une politique intégrant les priorités énoncées ci-dessus, nous pourrions avancer dans l'agriculture et enfin garantir une stabilité et une perspective à tous les agriculteurs, ceux d'aujourd'hui, mais aussi ceux de demain, issus de la jeune génération. Le nouveau Parlement, une nouvelle Commission ainsi que les Etats membres portent une grande responsabilité quant à cette nouvelle politique vitale et doivent mettre en œuvre des réformes importantes *avec les acteurs du secteur agricole* au cours des prochaines années. Parce que l'Union européenne a besoin de producteurs et d'un secteur agricole en bonne santé.

Les citoyens de l'UE ont élu un nouveau Parlement européen.

Ce Parlement doit s'engager en faveur d'une nouvelle  
politique agricole vitale :



## A quoi doit ressembler l'agriculture à l'avenir



Marché agricole européen

### Contacts :

Kjartan Poulsen – Président de l'EMB (EN, DK, DE) : +45 (0)212 888 99

Silvia Däberitz – Directrice de l'EMB (FR, DE, EN) : +49 (0)176 380 98 50

<<< back